

SÉNAT DE BELGIQUE.

SESSION DE 1924-1925.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES

DOCUMENTS IMPRIMÉS PAR ORDRE DU SÉNAT.

ACTES DE L'ÉTAT CIVIL. — Voir *Guerre de 1914-1918*.

AMENDES. — Voir *Code pénal*.

ARMÉE. — Projet de loi fixant le contingent pour 1925. — Rapport de la Commission, par M. le général Gillain (n° 36).

ASSISTANCE PUBLIQUE. — Projet de loi organique, transmis par la Chambre. — Rapport de la Commission, par M. Vauthier (n° 15).

ASSURANCES SOCIALES. — Projet de loi relatif à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, transmis par la Chambre. — Rapport de la Commission, par M. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem (n° 8). — Amendements présentés par MM. du Four et consorts (n° 11). — Amendement présenté par MM. Guyaux et consorts (n° 17).

Projet de loi relatif à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des ouvriers mineurs, transmis par la Chambre. — Amendement présenté par MM. Lombard et consorts (n° 9). — Rapport de la Commission, par M. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem et amendements (n° 12). — Amendements présentés par le Gouvernement (n° 19). — Texte adopté au premier vote (n° 24). — Rapport complémentaire, par M. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem et amendements présentés par la Commission (n° 25).

Projet de loi d'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés, transmis par la Chambre (n° 84). — Rapport de la Commission, par M. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem et amendements (n° 91).

AUTONOMIE DE DIVERS SERVICES. — Voir *Etablissements publics*.

BOIS ET FORÊTS. — Projet de loi prorogeant les lois antérieures autorisant le Gouvernement à s'opposer à l'exploitation excessive de certains bois et de certaines forêts appartenant à des particuliers, transmis par la Chambre (n° 43). — Rapport de la Commission, par M. Lion (n° 45).

BUDGETS. — Crédits provisoires à valoir sur les Budgets de l'exercice 1925.
— Projet de loi (n° 34). — Rapport de la Commission,
par M. Delannoy (n° 35).

Crédits provisoires à valoir sur les Budgets. — Rapport de
la Commission, par M. Delannoy (n° 92).

Projet de loi tendant à accorder des secours aux victimes des
inondations, transmis par la Chambre. — Rapport de la
Commission, par M. Struye (n° 95).

Budget des Affaires économiques pour l'exercice 1925. —
Projet de loi déposé par le Gouvernement (n° 5, XIV). —
Rapport de la Commission, par M. le baron Gillès de Pelichy
(n° 63). — Amendements présentés par le Gouverne-
ment (n° 68).

Budget des Affaires étrangères pour l'exercice 1925. —
Projet de loi déposé par le Gouvernement (n° 5, V). —
Rapport de la Commission, par M. le marquis Imperiali
(n° 66). — Amendements présentés par le Gouvernement
(n° 69).

Budget du Ministère des Colonies pour l'exercice 1925. —
Projet de loi déposé par le Gouvernement (n° 5, X). —
Rapport de la Commission, par M. Speyer (n° 64). —
Amendements présentés par le Gouvernement (n° 67).

Budget des Dépenses recouvrables en exécution des traités
de paix. — Projet de loi déposé par le Gouvernement
(n° 5, XVII). — Rapport de la Commission, par M. Beauduin
(n° 65). — Amendements du Gouvernement (n°s 73, 85, 89).
— Amendements du Gouvernement et de M. E. Nolf (n° 76).

Budget des Finances pour l'exercice 1925. — Projet de loi
déposé par le Gouvernement (n° 5, XIII).

Budget de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale
pour l'exercice 1925. — Projet de loi déposé par le Gouverne-
ment (n° 5, IX).

Budget de l'Intérieur et de l'Hygiène pour l'exercice 1925. —
Projet de loi déposé par le Gouvernement (n° 5, VI). —
Rapport de la Commission, par M. Ryckmans (n° 52). —
Amendements du Gouvernement (n° 55).

Budget de la Justice pour l'exercice 1925. — Projet de loi
déposé par le Gouvernement (n° 5, IV).

Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1925 et dispositions
relatives à la clôture de l'exercice 1923 et aux délais de
prescription fiscale (n° 5, I). — Rapport de la Commission,
par M. le baron de Mévius (n° 44).

(N. B. — Pour la suite des Budgets, voir la session extra-
ordinaire.)

CODE CIVIL. — Projet de loi portant revision du Titre IV du Livre I^{er} du Code civil relatif à l'absence, déposé par le Gouvernement. — Rapport de la Commission, par M. Vauthier (n° 54).

CODE DE PROCÉDURE CIVILE. — Projet de loi concernant la procédure en cassation en matière civile, transmis par la Chambre. — Rapport de la Commission, par M. De Clercq (n° 46).

Projet de loi relatif à la compétence en matière civile et commerciale, transmis par la Chambre. — Rapport de la Commission, par M. Deswarte (n° 53).

CODE ÉLECTORAL. — Proposition de loi modifiant le Code électoral en vue d'assurer la liberté du vote, présentée par M. Remouchamps (n° 16).

Projet de loi modifiant certaines dispositions des titres IV et V du Code électoral, transmis par la Chambre (n° 99). — Rapport de la Commission, par M. Ligy (n° 101).

Projet de loi concernant la participation au vote, lors des élections législatives, des membres de l'armée d'occupation, transmis par la Chambre (n° 100). — Rapport de la Commission, par M. Ligy (n° 102).

CODE PÉNAL. — Proposition de loi pour la protection des animaux, présentée par M. Asou (n° 7).

Proposition de loi relative à la protection des animaux, présentée par M. Wittemans (n° 10).

Projet de loi relatif à l'exercice des poursuites en matière d'infractions aux arrêtés-lois relatifs aux monnaies allemandes des 22 et 24 octobre 1918 (n° 75). — Rapport de la Commission, par M. le comte Goblet d'Alviella (n° 79).

Proposition de loi faisant suite au Titre VIII du Code pénal (Des crimes et des délits contre les personnes), afin d'empêcher les suicides, présentée par M. le chevalier de Vrière (n° 82).

Proposition de loi tendant à doubler les amendes appliquées actuellement par les tribunaux, présentée par M. le chevalier de Vrière (n° 83).

Projet de loi modifiant l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 20 juin 1923 et l'article 384 du Code pénal, présenté par le Gouvernement (n° 97).

COMMISSAIRES DE POLICE. — Voir *Loi communale*.

COMMUNES. — Voir *Loi communale, Territoire*.

COMPTABILITÉ DE L'ÉTAT. — Voir *Budget des Voies et Moyens*.

CONGO. — Projet de loi autorisant le Gouvernement de la Colonie à garantir l'intérêt à 6 p. c. d'un capital de 60 millions de francs à émettre par la Société en formation pour l'unification des transports fluviaux sur le haut-fleuve et ses affluents, présenté par le Gouvernement (n° 72). — Rapport de la Commission, par M. Leyniers (n° 77).

Projet de loi allouant des crédits supplémentaires au Budget du Congo belge de l'exercice 1924, autorisant des régularisations de dépenses appartenant à des exercices clos et contenant des dispositions diverses, transmis par la Chambre (n° 106).

CONSEILS DE PRUD'HOMMES. — Projet de loi revisant les dispositions de la loi du 15 mai 1910 organique des Conseils de prud'hommes, présenté par le Gouvernement. — Amendement présenté par MM. Thiébaut et consorts (n° 13). — Texte adopté au premier vote (n° 14). — Rapport complémentaire par M. Rongy et amendements de la Commission (n° 21). Amendements présentés par MM. le marquis Imperiali et Lebon (n° 22).

COUR DES COMPTES. — Voir *Traitements*.

CRÉDITS. — Voir *Budgets* : Crédits.

CUMULS. — Voir *Traitements*.

DÉLAIS DE PRESCRIPTION. — Voir *Budget des Voies et Moyens*.

DISTRIBUTIONS D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE. — Rapport de la Commission, par M. V. Carpentier et amendements présentés par la Commission (n° 20). — Texte adopté au premier vote (n° 26). — Rapport complémentaire par M. V. Carpentier et amendements du Gouvernement (n° 37).

DOMMAGES DE GUERRE. — Voir *Guerre* de 1914-1918.

DOUANES ET ACCISES. — Prorogation de la loi du 25 janvier 1923 relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises et valeurs. — Rapport de la Commission, par M. Demerbe (n° 38).

Projet de loi relatif au tarif des douanes (prorogation de pouvoirs). — Rapport de la Commission, par M. Huisman-Van den Nest (n° 48).

DROITS DE CHANCELLERIE. — Projet de loi relatif aux taxes à percevoir sur les visas de passeports et les légalisations demandés dans l'intérêt de ressortissants étrangers. — Rapport de la Commission, par M. le marquis Imperiali (n° 47).

ÉLECTIONS. — Voir *Code électoral*.

ÉLECTRICITÉ. — Voir *Distributions d'énergie électrique*.

EMPRUNTS. — Projet de loi concernant les emprunts à l'étranger. — Rapport de la Commission, par M. le comte de Limburg Stirum (n° 96).

EMPRUNTS D'ORDRE PRIVÉ. — Voir *Budget des Voies et Moyens*.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. — Projet de loi sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, présenté par le Gouvernement. — Rapport de la Commission par M. Nerinx et texte proposé par la Commission d'accord avec le Gouvernement (n° 27). — Amendements du Gouvernement (n° 56). — Amendements présentés par MM. Vermeulen et consorts (n° 57). — Amendements présentés par MM. Deploige et consorts et par MM. Hicguet et consorts (n° 59). — Amendement du Gouvernement (n° 61). — Amendements présentés par MM. Deploige et consorts (n° 62).

Voir aussi *Personnification civile*.

EUPEN, MALMEDY ET SAINT-VITH. — Voir *Territoire*

FINANCES PROVINCIALES ET COMMUNALES. — Voir *Impôt sur le revenu*.

GUERRE DE 1914-1918. — Projet de loi approuvant l'accession de la Belgique à certaines dispositions du Traité signé à Lausanne le 24 juillet 1923. — Rapport de la Commission, par M. Le Jeune (n° 40).

Projet de loi instituant une Caisse nationale des pensions de la guerre, transmis par la Chambre (n° 42). — Rapport de la Commission, par M. De Bast (n° 49).

Projet de loi modifiant les articles 12 et 16 de la loi du 28 juillet 1921 sur la validité des actes de l'état civil, la rectification des actes de décès dressés pendant la guerre et la déclaration judiciaire du décès, déposé par le Gouvernement. — Rapport de la Commission, par M. Vauthier (n° 54).

Projet de loi portant réouverture du délai prévu à l'article 22 de la loi du 29 juillet 1921 relative aux conditions dans lesquelles pourront être légitimés les enfants dont les parents pendant la guerre, se sont trouvés, par le service militaire, la déportation ou l'internement du père et le décès de celui-ci, dans l'impossibilité de contracter mariage. — Rapport de la Commission, par M. le comte Goblet d'Alviella (n° 93).

Projet de loi approuvant l'Accord additionnel conclu à Paris, le 14 décembre 1923, avec la France, pour étendre aux titres au porteur les dispositions de l'Arrangement franco-belge du 9 octobre 1919 concernant la réparation des Dommages de guerre. — Rapport de la Commission, par M. Digneffe (n° 103).

Voir aussi *Pensions*.

IMPOT SUR LE REVENU. — Projet de loi concernant la fiscalité provinciale et communale, transmis par la Chambre (n° 60). — Rapport par M. Ligy et amendements proposés par la Commission (n° 74).

INONDATIONS. — Voir *Budgets : Crédits*.

JURYS. — Voir *Organisation judiciaire*.

LÉGALISATIONS. — Voir *Droits de chancellerie*.

LÉGITIMATION. — Voir *Guerre de 1914-1918*.

LOI COMMUNALE. — Projet de loi modifiant la loi du 18 octobre 1921 relative aux traitements des commissaires de police et de leurs adjoints. — Rapport de la Commission, par M. Lekeu (n° 18).

Projet de loi relatif aux receveurs, commis de carrière, employés techniques, agents de police et généralement à tous les préposés des communes et des administrations subordonnées, transmis par la Chambre (n° 108).

LOYERS. — Projet de loi prorogeant et modifiant la loi sur les loyers du 20 février 1923, réamendé par la Chambre (n° 28). — Amendements présentés par MM. le marquis Imperiali et consorts (n° 30). — Rapport de la Commission, par M. Vauthier (n° 31).

MARCHANDISES ET VALEURS. — Voir *Douanes et Accisss*.

MONNAIES ALLEMANDES. — Voir *Code pénal*.

NATURALISATION (GRANDE). — Rapport de la Commission sur la demande de S.-G. Aronovitch (n° 6).

— ORDINAIRE. — Rapports sur la demande de B. Sainderichin, P.-S. Van Win, épouse B. Sainderichin, S.-A. Sainderichin (n° 6).

OFFICIERS DE POLICE. — Voir *Organisation judiciaire*.

ORGANISATION JUDICIAIRE. — Projet de loi relatif aux référendaires et référendaires adjoints des tribunaux de commerce (n° 23). — Rapport de la Commission, par M. Magnette (n° 33).

Projet de loi réformant le jury, transmis par la Chambre le 23 mars 1921. — Rapport complémentaire, par M. Meyers et amendements présentés par la Commission (n° 29).

Projet de loi ayant pour objet de modifier l'article 2 de la loi du 26 mai 1914 accordant une indemnité aux officiers de police qui remplissent les fonctions de ministère public auprès des tribunaux de simple police, déposé par le Gouvernement. — Rapport de la Commission, par M. Lekeu et amendements (n° 71).

OUVRIERS MINEURS. — Voir *Assurances sociales*.

PASSEPORTS. — Voir *Droits de chancellerie*.

PENSIONS. — Projet de loi maintenant aux titulaires de pensions, pour l'année 1925, le bénéfice d'une indemnité de vie chère. — Rapport de la Commission, par M. Van Overbergh (n° 41).

Projet de loi apportant quelques modifications aux lois des 21 juillet 1844 et 3 juin 1920 sur les pensions et accordant une indemnité de vie chère aux victimes civiles de la guerre et à leurs ayants-droit (n° 90). — Rapport de la Commission, par M. le baron de Mévius (n° 98).

Voir aussi *Assurances sociales, Guerre de 1914-1918, Traitements*.

PERSONNIFICATION CIVILE. — Projet de loi accordant la personnalité civile au « Bureau central de Compensation des comptes de chemins de fer ». — Rapport de la Commission, par M. Wittemans (n° 50).

Projet de loi accordant la personnalité civile aux établissements d'enseignement supérieur et aux stations de recherches d'intérêt agricole de l'État, déposé par le Gouvernement (n° 58). — Rapport de la Commission, par M. Limage (n° 70).

PÉTITIONS sur lesquelles la Commission a statué. — Feuilleton au 23 décembre 1924 (n° 39).

PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI dont le Sénat est saisi (n° 3). — Projets et propositions de lois considérés comme non avenus par l'effet de la dissolution des Chambres, le 6 mars 1925 (n° 109).

PROTECTION DES ANIMAUX. — Voir *Code pénal*.

PUBLICATIONS OBSCÈNES. — Voir *Code pénal*.

SUICIDES. — Voir *Code pénal*.

TERRITOIRE. — Projet de loi modifiant les limites séparatives de la ville de Bruxelles et de la commune de Jette-Saint-Pierre. — Rapport de la Commission, par M. Asou (n° 78).

Modification des limites séparatives des communes de Gentbrugge, Destelbergen et Heusden. — Rapport de la Commission, par M. Ligy (n° 94).

Projet de loi de rattachement des cantons d'Eupen, de Malmedy et de Saint-Vith (n° 104). — Rapport de la Commission, par M. le marquis Imperiali (n° 105). — Amendement présenté par MM. Lekeu et consorts (n° 107).

TRAITEMENTS. — Projet de loi relatif à la rétribution des membres de l'ordre judiciaire, du Conseil des Mines, des Députations permanentes des Conseils provinciaux, du clergé catholique et du corps enseignant des écoles primaires et gardiennes, ainsi qu'aux cumuls, à la liquidation des pensions et au prélèvement des retenues au profit des institutions de prévoyance (n° 80). — Rapport de la Commission par M. le baron de Mévius (n° 87).

Projet de loi relatif aux traitements des membres de la Cour des Comptes et du personnel des services de cette institution (n° 81). — Rapport de la Commission par M. Struye (n° 88).

Voir aussi *Loi communale*.

TRAITÉS ET CONVENTIONS. — Projet de loi approuvant le Traité de commerce et de navigation conclu le 27 juin 1924 entre l'Union Economique belgo-luxembourgeoise et le Japon. — Rapport de la Commission, par M. François (n° 51).

Projet de loi approuvant le Traité de Travail entre la Belgique et la France, signé à Bruxelles le 24 décembre 1924. — Rapport de la Commission, par M. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem (n° 86).

TRAMWAYS. — Voir *Transports en commun*.

TRANSPORTS EN COMMUN. — Projets de loi : 1° autorisant le Gouvernement à approuver une convention à conclure avec la Société anonyme « Les Tramways Bruxellois », en vue de substituer un régime définitif au régime provisoire d'exploitation des réseaux de tramways concédés à la dite Société ;

2° Autorisant le Gouvernement à approuver une convention à conclure avec la Société anonyme des « Railways Economiques de Liège-Seraing et extensions », en vue de substituer un régime définitif au régime provisoire d'exploitation du réseau de tramways concédé à cette Société ;

3° Autorisant le Gouvernement à approuver une convention à conclure avec la Société anonyme « Tramways Electriques du Pays de Charleroi et extensions », en vue de substituer un régime définitif au régime provisoire d'exploitation des réseaux de tramways concédés à la dite Société. — Rapport de la Commission, par M. Leyniers (n° 32).

TRIBUNAUX DE COMMERCE. — Voir *Organisation judiciaire*.

TRIBUNAUX DE SIMPLE POLICE. — Voir *Organisation judiciaire*.

VIE CHÈRE. — Voir *Pensions*.